

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	7
AVANT-PROPOS	9
PRÉFACE	11
SOMMAIRE	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	19
A. Prémisses de la notion d’extinction unilatérale des engagements	21
I. <i>La notion d’extinction unilatérale</i>	22
II. <i>La notion d’engagement</i>	25
B. Enjeux d’une théorie de l’extinction unilatérale des engagements....	36
I. <i>Le donné</i>	37
II. <i>Le construit</i>	43

PREMIÈRE PARTIE

APPROCHE OBJECTIVE DE L’EXTINCTION UNILATÉRALE DES ENGAGEMENTS : LES CONTOURS DE L’ACTE

Titre I – Un acte juridique unilatéral

SOUS-TITRE I. UN ACTE JURIDIQUE	57
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. PRÉSENTATION DE LA NOTION D’ACTE JURIDIQUE	59
<i>Section 1. L’intérêt de la notion d’acte juridique</i>	59
<i>Section 2. Les visages de la notion d’acte juridique</i>	62
CHAPITRE I. L’EXIGENCE D’UN ACTE RECONNU PAR LE DROIT	71
<i>Section 1. La logique normativiste appliquée à l’acte unilatéral extinctif</i>	71

Section 2. L'inexistence de l'« acte » non reconnu par le système normatif	74
§ 1. La reconnaissance de l'inexistence de l'extinction « sans droit »	75
A. La justification de la théorie de l'inexistence	77
I. « Toutes les déclarations de volonté seraient des actes juridiques »	77
II. « Toutes les déclarations de volonté ne sont pas des actes juridiques »	79
B. Les illustrations de la théorie de l'inexistence	79
I. L'exemple de l'annulation unilatérale du contrat	80
II. L'exemple de la rétractation de la promesse unilatérale de vente	81
§ 2. Le régime de l'inexistence de l'extinction « sans droit »	88
A. L'action de l'« auteur »	88
B. L'action du « destinataire »	89
 CHAPITRE II. L'EXIGENCE D'UNE MANIFESTATION DE VOLONTÉ	91
Section 1. La reconnaissance de la manifestation de volonté	92
Sous-section 1. La manifestation de volonté : un critère de qualification de l'extinction unilatérale	92
§ 1. La volonté au sein des mécanismes d'extinction accidentelle : la caducité et la condition résolutoire	96
A. L'effet extinctif de la caducité	96
I. L'effet extinctif de la disparition de l'objet	102
II. La disparition de la cause	116
B. L'effet extinctif de la condition résolutoire	120
I. L'extinction volontaire de l'engagement et la qualification de condition résolutoire	121
II. L'extinction volontaire de l'engagement et le régime de la condition résolutoire	129
§ 2. La volonté au sein du mécanisme d'extinction naturelle : le terme extinctif	131
A. Le principe de l'automatisme de l'extinction	131
B. Les atteintes à l'automatisme de l'extinction	134
Sous-section 2. La manifestation de volonté : une condition d'existence de l'extinction unilatérale	139
§ 1. L'exigence d'une manifestation de volonté claire et non équivoque	142
A. La distinction entre l'extinction unilatérale et l'inexécution volontaire	142
I. L'inexécution	143
II. L'exception d'inexécution	144
B. L'appréciation de l'extinction tacite et l'inexécution équipollente à un acte juridique	146

§ 2. Une difficulté d'application : la « prise d'acte » de la rupture d'un contrat	147
A. La prise d'acte de la rupture du contrat de travail	149
I. La prise d'acte d'une démission	149
II. La prise d'acte d'un licenciement	152
B. La prise d'acte de la rupture d'autres contrats	157
Section 2. Le régime de la manifestation de volonté	161
§ 1. Les conditions de forme de la manifestation de volonté	162
A. Le principe de l'absence de formalisme	162
B. Les exceptions : les exigences formalistes	164
I. Le formalisme direct de l'extinction unilatérale des engagements	165
II. Le formalisme indirect de l'extinction unilatérale des engagements	173
§ 2. Les conditions de fond de la manifestation de volonté	177
A. Les vices de la volonté	178
I. L'appréciation des vices de la volonté	179
II. Le régime des vices de la volonté	190
B. La capacité et la compétence de l'auteur	195
I. La capacité de la personne physique	195
II. La compétence de l'auteur et la théorie de la représentation	201
 SOUS-TITRE II. UN ACTE UNILATÉRAL	 209
CHAPITRE I. UN ACTE « SANS L'AUTRE »	211
Section I. L'acte unilatéral dénié : la perturbation de l'analyse contractuelle	212
§ 1. Les tentatives de réduction de la rupture unilatérale au <i>mutuus dissensus</i>	212
§ 2. La critique de la réduction de la rupture unilatérale au <i>mutuus dissensus</i>	215
Section II. L'acte unilatéral révélé : l'identification de l'unilatéralisme ..	218
§ 1. L'analyse doctrinale de l'acte unilatéral	218
A. L'acte unilatéral simple : l'utilisation insuffisante d'un critère quantitatif	219
B. L'acte unilatéral plural : la nécessaire intervention d'un critère qualitatif	219
I. Un critère subjectif impraticable : l'intérêt unique de l'auteur.	220
II. Les critères objectifs proposés : l'absence de consentement du destinataire et l'égalité normative des coauteurs	228
C. La combinaison des critères	230
§ 2. L'analyse contentieuse de l'acte unilatéral	233
A. L'unilatéralisme exclusif de tout accord de volontés : le critère de l'absence de consentement du destinataire	234
I. L'offre de résiliation n'est pas une extinction unilatérale	235
II. L'extinction unilatérale n'est pas une offre de résiliation	238

B. L'unilatéralisme associé à un accord de volontés : le critère de l'égalité normative des coauteurs	244
I. <i>L'acte unilatéral extinctif à formation collégiale au sein d'une institution dotée de la personnalité morale</i>	246
II. <i>L'acte unilatéral extinctif à formation plurale au sein des institutions non dotées de la personnalité morale</i>	252
CHAPITRE II. UN ACTE SANS LE JUGE	271
Section 1. L'extinction dépendante de la volonté du juge	271
§ 1. La distinction entre l'extinction prononcée unilatéralement et celle prononcée judiciairement	272
§ 2. La distinction entre l'extinction unilatérale et l'action en extinction judiciaire	273
A. Le principe : une action en résiliation judiciaire d'un contrat n'est pas une extinction unilatérale	276
B. L'exception : l'action en résiliation judiciaire du contrat de travail formée par l'employeur « est » un licenciement	277
I. <i>L'irrecevabilité : une sanction concevable</i>	278
II. <i>La requalification : une sanction contestable</i>	280
Section 2. L'extinction indépendante de la volonté du juge	283
§ 1. L'analyse technique de l'indépendance	283
A. Un juge inutile : le principe de l'extinction	283
B. Un juge utile : les effets de l'extinction	286
I. <i>L'action en validation du congé</i>	286
II. <i>L'action en constatation de l'acquisition d'une clause résolutoire</i>	287
III. <i>Les résiliations de plein droit en droit des entreprises en difficulté</i>	290
§ 2. L'analyse théorique de l'indépendance	294
A. L'exposé du fondement tiré du privilège du préalable	294
B. Les critiques du fondement tiré du privilège du préalable	296

Titre II – Un acte extinctif d'un engagement

SOUS-TITRE I. UN ACTE EXTINCTIF	303
CHAPITRE I. LA DÉTERMINATION DE L'EFFET EXTINCTIF DE L'ACTE UNILATÉRAL	307
Section 1. Extinction et modification	307
§ 1. Extinction partielle et modification par amputation de l'engagement ...	308
A. Le rejet de l'extinction partielle : le principe	308
B. L'existence d'extinctions partielles : les exceptions	309
§ 2. Extinction totale et modification par amputation de l'engagement	315
A. Extinction et amputation de la durée de l'engagement	315
B. Extinction et amputation de l'une des parties à l'engagement	317

Section 2. Extinction et renonciation	318
§ 1. Une différence de nature affirmée	319
§ 2. Une différence de nature nuancée	321
A. De l'indifférence de certaines qualifications	321
B. De l'hybridation de certaines extinctions	323
Section 3. Extinction et acte d'exécution	324
§ 1. Le principe : la demande d'exécution dans un contrat réel de restitution n'est pas un acte extinctif	324
§ 2. Les nuances : la demande de restitution dans certains contrats réels ou consensuels de « restitution »	326
 CHAPITRE II. LE RÉGIME DE L'EFFET EXTINCTIF DE L'ACTE UNILATÉRAL	333
Section 1. La condition de réception de l'acte unilatéral extinctif	336
§ 1. Eléments de doctrine et de jurisprudence sur la nature de la condition de réception	336
A. Opinions doctrinales sur la nature de la condition de réception	336
I. La réception, une condition de formation pour l'unanimité de la doctrine	336
II. Une opinion à relativiser en cas d'extinction « entre absents » ...	337
B. Solutions jurisprudentielles sur la nature de la condition de réception	341
I. La réception de l'extinction unilatérale : une condition d'existence	343
II. La réception de l'extinction unilatérale : une condition d'opposabilité	347
§ 2. Suggestion d'un droit prospectif sur la nature de la condition de réception	351
A. Enseignements du droit comparé	352
I. Les systèmes à tendance moniste	352
II. Les systèmes à tendance « pluraliste »	353
B. Proposition d'une théorie générale	354
Section 2. Le régime de la réception de l'acte unilatéral extinctif	355
§ 1. Les conditions de la réception de la volonté	355
A. Les exigences générales résultant du caractère réceptice : les conditions de fond du récepteur	356
B. Les exigences spécifiques résultant de l'extinction entre absents : les conditions de forme de la notification	359
§ 2. Les effets de la réception de la volonté	362
A. L'effet définitif de l'acte	362
I. Un acte irrévocable	364
II. Un acte pur et simple	369
B. L'effet relatif de la réception	371
 SOUS-TITRE II. L'EXTINCTION D'UN ENGAGEMENT	377
 CHAPITRE I. UN ACTE ACCESSOIRE	379

Section 1. L'engagement, une condition d'existence de l'extinction	379
Section 2. L'engagement, un élément de délimitation des effets de l'extinction	380
§ 1. Distinction entre l'engagement et l'obligation	381
§ 2. Extinction de l'engagement et de l'obligation	383
A. Extinction des obligations et survie de l'engagement	384
B. Extinction de l'engagement et survie des obligations	385
I. Le principe : l'absence de survie des obligations	385
II. Les tempéraments : la survie de certaines obligations	386
III. Les exceptions : la naissance d'obligations	387
CHAPITRE II. UN ACTE PRÉJUDICIABLE	397
Section 1. L'infliction du préjudice	400
Section 2. Le préjudice infligé	401
§ 1. La variabilité des caractères du préjudice	402
A. Le caractère licite ou illicite du préjudice	402
B. Le caractère patrimonial ou extrapatrimonial du préjudice	404
§ 2. La variabilité de l'intensité du préjudice	410
A. L'inégalité de fait : exposé de la dissymétrie des préjudices	412
I. Le contrat de travail	413
II. Les « baux professionnels »	414
III. Le droit de la distribution	415
B. L'inégalité de droit : traitement de la dissymétrie des préjudices	433
1. Conditions de formation	438
2. Les effets de l'acte	445

DEUXIÈME PARTIE

APPROCHE SUBJECTIVE DE L'EXTINCTION UNILATÉRALE DES ENGAGEMENTS, LES ACTEURS DE L'ACTE

Titre I – L'émancipation de la volonté unilatérale, la reconnaissance du droit subjectif de l'auteur

SOUS-TITRE PRÉLIMINAIRE. LES OBSTACLES À L'ÉMANCIPATION DE L'EXTINCTION UNILATÉRALE DES ENGAGEMENTS	459
CHAPITRE I. LE PRINCIPE DU PARALLÉLISME DES FORMES : UN OBSTACLE « FICTIF »	461
Section 1. Le parallélisme des formes fondé sur un besoin de symétrie	461
Section 2. Le parallélisme des formes, fondement de la symétrie de la révocabilité	463
§ 1. L'explication romaine de l'irrévocabilité par le parallélisme des formes : un fondement archaïque	463

§ 2. L'explication contemporaine de l'irrévocabilité par le parallélisme des formes : une extrapolation critiquable	465
A. Exposé de l'analyse	465
B. Critique de l'analyse	466
 CHAPITRE II. LE PRINCIPE DE LA FORCE OBLIGATOIRE DES ENGAGEMENTS : UN OBSTACLE DÉCISIF	471
Section 1. L'influence des fondements de la force obligatoire sur l'irrévocabilité des engagements	473
§ 1. Le fondement divin de la force obligatoire, cause de la négation de l'extinction unilatérale	474
§ 2. Les fondements laïcs de la force obligatoire, source de l'émancipation de l'extinction unilatérale	475
Section 2. L'influence de la portée de la force obligatoire sur l'irrévocabilité des engagements	479
§ 1. Les liens entre la révocabilité et la « négation » de l'engagement	481
A. Une doctrine réticente à la révocabilité	481
B. Un Code réticent à la révocabilité	482
§ 2. Les liens entre la révocabilité et l'« essence » de l'engagement	484
A. La force obligatoire du contrat, distincte de l'irrévocabilité du contrat	485
B. L'irrévocabilité du contrat, expression de la force obligatoire de certaines obligations	488
 SOUS-TITRE I. L'INÉLUCTABLE ÉMANCIPATION « TOTALE » DE L'EXTINCTION UNILATÉRALE : LA RECONNAISSANCE D'ENGAGEMENTS LIBREMENT RÉVOCABLES	491
 CHAPITRE I. LA CONSÉCRATION D'UN DROIT FONDAMENTAL : LA LIBRE EXTINCTION DES ENGAGEMENTS À DURÉE INDÉTERMINÉE	493
Section 1. Le fondement de l'émancipation	496
§ 1. Les prohibitions des engagements perpétuels : un « fondement » obscur	497
A. Des notions de perpétuité distinctes de celle d'engagement à durée indéterminée	497
B. Les régimes de la perpétuité distincts de celui de l'engagement à durée indéterminée	499
I. La nullité de certains engagements perpétuels	499
II. La résiliation au sein de certains engagements perpétuels	505
III. La validité de certains engagements perpétuels	509
§ 2. La protection de la liberté de la personne : un fondement clair	513
A. Un principe général résultant de la liberté « individuelle »	513
I. Des droits spéciaux	514
II. ... au droit commun	520
B. Un principe constitutionnel résultant de la liberté « personnelle »	522

Section 2. Le régime de l'émancipation	526
§ 1. Les effets de l'émancipation sur la protection de la libre résiliation des engagements à durée indéterminée	526
A. Une liberté s'imposant au législateur	526
B. Une liberté s'imposant aux particuliers	529
§ 2. Les effets de l'émancipation sur les caractères de la libre résiliation des engagements à durée indéterminée	532
A. Une liberté attachée à la personne	532
B. Une liberté inhérente à l'engagement	534
 CHAPITRE II. LA NÉCESSITÉ D'UN « DROIT ORDINAIRE » : LA LIBRE EXTINCTION DU MANDAT	541
Section 1. Les fondements de la libre extinction du mandat : une émancipation discutée	541
§ 1. Un double fondement : la gratuité et la confiance	542
§ 2. Un fondement unique : la confiance	543
Section 2. Le régime de la libre extinction du mandat : une émancipation atténuée	547
§ 1. Les effets de l'émancipation sur la protection de la libre extinction du mandat	547
A. La supplétivité de principe de la libre extinction des mandats	547
B. Une impérativité d'exception de la révocation de certains mandats ..	548
§ 2. Les effets de l'émancipation sur les caractères de la libre extinction du mandat	551
 SOUS-TITRE II. L'INÉLUCTABLE ÉMANCIPATION « PARTIELLE » DE L'EXTINCTION UNILATÉRALE : L'AUGMENTATION DES ENGAGEMENTS EXCEPTIONNELLEMENT RÉVOCABLES	557
 CHAPITRE I. L'EXTINCTION UNILATÉRALE, SANCTION DE L'INEXÉCUTION D'UN CONTRAT	569
Section 1. L'explication du caractère judiciaire de l'extinction-sanction ..	572
§ 1. Les fondements du caractère judiciaire de la résolution	573
A. L'histoire	574
I. Une interprétation doctrinaire de l'adage « nul ne peut se faire justice à soi-même »	574
II. Une conception exaltée du principe de la force obligatoire du contrat	578
B. L'équité	581
§ 2. La portée du caractère judiciaire de la résolution	583
A. Une définition pragmatique du manquement résolutoire	583
B. Une appréciation souveraine de l'opportunité de la résolution	586
Section 2. Les exceptions au caractère judiciaire de l'extinction-sanction	587
Sous-section 1. La supplétivité du caractère judiciaire de l'extinction-sanction : les exceptions conventionnellement prévues	588
§ 1. L'autonomie de l'émancipation de l'extinction unilatérale résultant d'une clause résolutoire	588

A. Analyse de la clause, source du droit de résolution.....	589
I. La licéité de la clause : la supplétivité de l'équité prévue à l'article 1184 du Code civil	589
II. Le caractère pénal de la clause : l'étendue de la protection des intérêts du créancier.....	595
III. La précision de la clause : la nécessaire protection de la renonciation du débiteur.....	601
B. Analyse du droit de résolution, conséquence de la clause.....	607
I. Une émancipation tempérée de l'extinction unilatérale : les conditions tenant à la naissance du droit de résolution.....	608
II. Une émancipation temporaire de l'extinction unilatérale : les conditions tenant à l'extinction du droit de résolution.....	617
§ 2. La spécificité de l'émancipation de l'extinction unilatérale résultant d'une clause d'exclusion-sanction	623
A. L'analyse de la clause : la source du pouvoir disciplinaire dans le contrat.....	630
I. La reconnaissance de la licéité de la clause d'exclusion	630
II. Les limites de la licéité des clauses d'exclusion.....	637
B. L'analyse du droit : l'expression du pouvoir disciplinaire dans l'institution	648
I. L'existence du droit d'exclusion-sanction : un contrôle inexistant.....	648
II. L'exercice du droit d'exclusion-sanction : un contrôle important.....	649
Sous-section II. La « relativité » du caractère judiciaire de la résolution : les exceptions légalement prévues.....	656
§ 1. La multiplication des droits de résolution unilatérale pour inexécution.....	656
A. La substantielle émancipation de la résolution unilatérale au sein des contrats à durée déterminée.....	658
I. La résolution unilatérale du contrat de travail : une exigence de proportionnalité.....	660
II. La résolution unilatérale en droit des assurances : une exigence de temporisation	670
B. La négligeable émancipation de la résolution unilatérale au sein des contrats à exécution instantanée.....	676
I. Un droit offert aux consommateurs	676
II. Un droit offert aux professionnels.....	677
§ 2. La consécration d'un droit de résolution unilatérale pour inexécution ..	685
A. De lege lata : la généralisation de l'éviction du caractère judiciaire en cas de gravité du comportement d'une partie à un contrat à durée déterminée	685
I. La jurisprudence « publiée » de la première chambre civile : une émancipation courageuse de la résolution unilatérale.....	686
II. La jurisprudence « non publiée » des autres chambres : une émancipation timide de la résolution unilatérale	692

B. <i>De lege ferenda</i> : l'introduction d'un principe général de résolution unilatérale concurrençant la résolution judiciaire des contrats synallagmatiques	695
I. <i>Les débats sur l'introduction d'un principe général de résolution unilatérale</i>	695
II. <i>Les propositions sur l'introduction d'un principe général de résolution unilatérale</i>	716
CHAPITRE II. L'EXTINCTION UNILATÉRALE, LIBÉRATION DE LA CONTRAINTE D'UN ENGAGEMENT	735
Section 1. L'« indicible explication » de la prohibition de la condition potestative	737
§ 1. Les fondements de la prohibition	738
A. Du fondement tiré de la protection du débiteur : la certitude d'un consentement clair et non équivoque	739
B. Du fondement tiré de la protection du créancier : la force d'un engagement contre tout arbitraire.....	740
§ 2. Les interprétations de la prohibition.....	742
A. L'interprétation restrictive du champ d'application de la prohibition.....	742
I. <i>Les limitations de l'article 1174 du Code civil résultant de sa lettre</i>	742
II. <i>La limitation de l'article 1174 du Code civil résultant de son esprit</i>	752
B. L'interprétation restrictive du régime de la prohibition.....	756
I. <i>Summum jus, summa injuria : la nullité du contrat</i>	757
II. <i>Cessante ratione legis, cessante ejus dispositio : le contrôle de la seule clause</i>	758
Section 2. L'impossible taxinomie des conditions potestatives résolutoires	763
Sous-section 1. Le consentement regretté, source de droits de rétractation	764
§ 1. La contractualisation du regret.....	764
A. Un regret partiellement subjectif : l'essai.....	765
B. Un regret exclusivement subjectif.....	771
I. <i>La légitimité de la faculté de réméré : le regret d'un contrat pleinement exécuté</i>	772
II. <i>La validité de la clause de dédit : le regret d'un contrat en cours d'exécution</i>	774
§ 2. La légalisation du regret.....	785
A. L'expression d'un droit fondamental	788
B. L'expression d'un droit « sentimental »	793
I. <i>Détermination du champ d'application de la rétractation unilatérale : analyse fonctionnelle</i>	794
II. <i>Détermination du régime juridique de la rétractation unilatérale : analyse technique</i>	803

Sous-section 2. L'intérêt disparu, source de droits de résiliation	814
§ 1. La disparition contractuellement prévue de l'intérêt : la liberté, source d'iniquités ?	814
A. L'appréhension par le droit du désintérêt « arbitraire »	815
I. L'arbitraire (parfois) prohibé	815
II. L'arbitraire (auparavant) requalifié	819
B. L'appréhension par le droit du désintérêt « légitime »	821
§ 2. La disparition légalement prévue de l'intérêt : l'équité, source de libertés	826
A. La promotion d'objectifs « sociaux »	827
B. La préservation d'intérêts économiques	829
I. Le contrôle d'un nouveau « contractant »	833
II. Le contrôle de l'équilibre économique	836

Titre II – Le cantonnement de la volonté unilatérale : la protection des droits subjectifs du destinataire

SOUS-TITRE I. LES RÈGLES GÉNÉRALES DE PROTECTION DU DESTINATAIRE	863
---	-----

CHAPITRE I. LA PROTECTION DU DESTINATAIRE PAR LA THÉORIE DE L'ABUS DE DROIT : L'ÉVICTION DE LA BRUTALITÉ	865
---	-----

Section 1. Le fondement de la protection du destinataire par la théorie de l'abus de droit	866
---	-----

§ 1. L'article 4 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, fondement de la prohibition de l'extinction unilatérale abusive en droit constitutionnel	866
--	-----

§ 2. L'article 1134, alinéa 3, du Code civil, fondement de la prohibition de l'extinction unilatérale abusive en droit civil	868
--	-----

A. Première période : la prohibition de l'extinction abusive dans l'ordre délictuel	870
---	-----

I. L'affirmation jurisprudentielle de la nature délictuelle de l'extinction abusive	870
---	-----

II. L'approbation doctrinale de la nature délictuelle de l'extinction abusive	874
---	-----

B. Seconde période : la prohibition de l'extinction abusive dans l'ordre contractuel	876
--	-----

I. L'affirmation de la nature contractuelle de l'extinction abusive ...	876
---	-----

II. La portée de la nature contractuelle de l'extinction abusive	879
--	-----

Section 2. Le contenu de la protection du destinataire par la théorie de l'abus de droit	883
---	-----

Sous-section 1. Le domaine naturel de la théorie de l'abus de droit : le non-respect de la finalité du droit d'extinction unilatérale	884
--	-----

§ 1. Le champ d'application de l'extinction unilatérale abusive	884
---	-----

A. Des distinctions opportunes : extinction abusive et extinction inexistante ou injustifiée	884
--	-----

B. Une distinction inopportune : droits discrétionnaires et droits contrôlés	885
I. Le contenu de la notion de « droits discrétionnaires »	886
II. L'inopportunité de la notion de « droits contrôlés »	891
§ 2. L'appréciation de l'extinction unilatérale abusive	892
A. Règles générales d'appréciation de la théorie de l'abus des droits d'extinction unilatérale	892
I. Le critère de l'abus de droit : le respect de la finalité des droits ...	892
II. L'appréciation de l'abus de droit : une théorie à géométrie variable	893
B. Applications particulières de la théorie de l'abus des droits d'extinction unilatérale	899
I. L'appréciation in concreto de l'extinction abusive intentionnelle : le motif illicite	900
II. L'appréciation in abstracto de l'extinction abusive non intentionnelle : la légèreté blâmable	911
§ 3. La sanction de l'extinction unilatérale abusive	919
A. Le principe : la réparation du préjudice d'abus	919
I. L'impossible réparation du préjudice de rupture	919
II. Les règles de réparation du préjudice d'abus	922
B. Les exceptions : l'annihilation de l'extinction unilatérale	925
I. De lege lata, la paralysie de l'extinction unilatérale abusive justifiée par des questions d'opportunités économiques	925
II. De lege ferenda, la nullité de l'extinction unilatérale « illicite » justifiée par la protection des libertés fondamentales	927
Sous-section 2. Le domaine artificiel de la théorie de l'abus de droit : le « forçage du contrat » au nom de l'équité	932
§ 1. La consécration des droits de la défense	933
A. Les fondements des principes du contradictoire	934
I. Le respect des droits de la défense en droit des groupements	934
II. Le respect des droits de la défense en dehors du droit des groupements	943
B. Les régimes des principes du contradictoire	949
I. Le contenu des principes du contradictoire	949
II. Les sanctions des principes du contradictoire	961
§ 2. La consécration d'un droit au préavis	968
A. L'identification du fondement du droit au préavis	970
I. Une question d'« équité » au XIX ^e : la mobilisation logique de l'article 1135 du Code civil	971
II. Une question de loyauté à la fin du XX ^e : le recours critiquable à l'article 1134, alinéa 3, du Code civil	977
B. Les enseignements du fondement du droit au préavis	984
I. La délimitation du champ d'application	984
II. La détermination du régime juridique	986

CHAPITRE II. LA PROTECTION DU DESTINATAIRE PAR LA THÉORIE DE LA LIBERTÉ CONTRACTUELLE : LA RECHERCHE DE LA STABILITÉ	1001
Section 1. Les clauses de stabilité du contrat : la limitation conventionnelle des conditions de l'extinction unilatérale	1002
§ 1. L'éviction du caractère unilatéral au profit du caractère judiciaire de l'extinction	1002
§ 2. L'éviction du caractère discrétionnaire au profit d'une obligation de justification	1005
A. La réception timide des clauses de stabilité en droit positif	1005
B. L'émancipation souhaitable des clauses de stabilité en droit prospectif	1008
I. Les conditions des clauses de stabilité	1009
II. Les effets des clauses de stabilité	1011
Section 2. Les clauses d'indemnisation du préjudice : la limitation conventionnelle des effets de l'extinction unilatérale	1014
§ 1. La qualification des clauses d'indemnisation	1015
A. La qualification hétérodoxe de clause pénale	1015
B. La qualification orthodoxe de clause de dédit	1018
§ 2. Le régime des clauses d'indemnisation	1022
A. Les conditions de validité des clauses d'indemnisation	1022
I. L'affirmation de la liberté contractuelle	1022
II. Les limites de la liberté contractuelle	1025
B. Les effets des clauses d'indemnisation	1039
I. La force obligatoire de la clause	1039
II. Le régime juridique de l'indemnité	1040
 SOUS-TITRE II. LES RÈGLES SPÉCIALES DE PROTECTION DU DESTINATAIRE	1047
 CHAPITRE I. LE FONDEMENT DES RÈGLES SPÉCIALES DE STABILITÉ DES ENGAGEMENTS	1049
Section 1. Les protections à finalité économique du destinataire	1050
§ 1. La protection de l'entrepreneur contre l'appauvrissement de son activité économique	1051
A. La protection de l'appauvrissement de l'entrepreneur-preneur	1051
I. La protection de la « propriété commerciale » du preneur d'un bail commercial	1051
II. La protection de la « propriété agricole » du preneur d'un bail rural	1056
B. La protection de l'appauvrissement de l'entrepreneur-dépendant	1058
I. La protection de la révocation des mandataires en droit de la distribution	1059
II. La protection de l'exclusion de l'entrepreneur intégré dans un réseau de distribution	1065

§ 2. La protection de l'entreprise contre l'existence de difficultés économiques.....	1097
Section 2. Les protections à finalité sociale du destinataire	1100
§ 1. La protection des salariés	1100
A. La protection contre le licenciement : « la stabilité-finalité »	1101
I. La protection des salariés avant la loi du 13 juillet 1973	1102
II. La protection des salariés depuis la loi du 13 juillet 1973	1109
B. Les protections contre le licenciement : « la stabilité-moyen »	1119
§ 2. La protection des locataires	1120
§ 3. La protection des consommateurs	1121
 CHAPITRE II. LE CONTENU DES RÈGLES SPÉCIALES DE STABILITÉ DES ENGAGEMENTS.....	1123
Section 1. Les limitations de la liberté contractuelle	1123
§ 1. Le contrôle des clauses excluant les règles spéciales de protection.....	1124
A. L'impérativité de principe des règles spéciales de protection	1124
B. La supplétivité exceptionnelle des règles spéciales de protection.....	1126
I. La renonciation totale : une faculté réservée aux professionnels ..	1127
II. La renonciation partielle : l'utilité de la période d'essai	1131
§ 2. Les règles spéciales de protection contrôlant les clauses d'extinction unilatérale	1137
A. Le contrôle direct des clauses d'extinction unilatérale : le contenu prescrit	1138
B. Le contrôle indirect des clauses d'extinction unilatérale : le contenu proscrit	1139
Section 2. Les limitations de l'acte unilatéral	1144
§ 1. La limitation des conditions de l'extinction unilatérale : l'étude des obligations spéciales de justification	1146
A. L'exécution de l'obligation de justification.....	1148
I. La définition du juste motif d'extinction unilatérale	1149
II. La preuve du juste motif d'extinction unilatérale	1157
B. L'inexécution de l'obligation de justification.....	1160
I. Le principe d'une réparation indemnitaire	1160
II. Les hypothèses de réparation en nature.....	1162
§ 2. Les effets de l'extinction unilatérale : l'étude des obligations spéciales d'indemnisation	1165
A. La nature juridique des indemnités légales d'extinction unilatérale	1166
B. Le régime juridique des indemnités légales d'extinction unilatérale	1172
 CONCLUSION GÉNÉRALE	1187
 BIBLIOGRAPHIE	1191
I. Ouvrages généraux, traités, manuels et cours	1191
II. Ouvrages spéciaux, monographies et thèses	1198

<i>Table des matières</i>	1277
---------------------------	------

<i>III. Articles, chroniques et rapports de la Cour de cassation</i>	1207
---	------

<i>IV. Recueils, répertoires, dictionnaires</i>	1224
--	------

<i>V. Notes, observations, conclusions, rapports</i>	1224
---	------

INDEX	1235
-------------	------

TABLE DES MATIÈRES	1263
--------------------------	------